

## Impressions de campagne La participation citoyenne au cœur des projets des candidats aux élections municipales ?

*Palabreo s'intéresse à la manière dont les candidats aux élections municipales expriment leur volonté de développer la participation citoyenne. Après une première analyse portant sur 116 candidats, publiée fin janvier, ces « 2èmes impressions de campagne » explorent les engagements exprimés par 320 candidats de toutes origines politiques.*

Cette 2<sup>ème</sup> édition conforte les premières analyses. Elle montre que **la moitié des candidats met avant tout en valeur les instances permanentes de concertation** (conseils de quartier, participation de citoyens aux commissions municipales...) et que **plus d'un tiers d'entre eux (35%) accorde une place très importante à la démocratie directe** (référendums, votations...).

D'autres outils sont évoqués, comme le **budget participatif (26%), le droit de pétition/interpellation (19%), les outils numériques (16%), l'évaluation ou le contrôle citoyen des politiques publiques (13%) ou encore l'attribution d'un budget aux instances de quartier (6%).**

Enfin certains candidats cherchent à proposer des **démarches ponctuelles** sous forme de journées citoyennes, de conférences, marches exploratoires...

*Des programmes analysés dans 98 communes de plus de 25 000 habitants*



*Remarque méthodologique : cette étude est de caractère factuel et qualitatif, elle ne prétend pas à l'exhaustivité ou à la représentativité statistique. Elle ne vise pas non plus à effectuer une comparaison entre les candidats s'exprimant ou non sur le sujet, mais à analyser la teneur des propos de ceux qui évoquent leur intention participative.*

Palabreo est une agence de concertation qui intervient notamment auprès des collectivités locales et leurs partenaires pour les accompagner dans leurs stratégies participatives. Pour en savoir plus sur cette analyse <http://palabreo.fr/> [mc.bernard@palabreo.fr](mailto:mc.bernard@palabreo.fr) 01 43 14 50 03

## Les candidats expriment une vision de la démocratie qui se veut en rupture avec le système actuel

- Une démocratie participative qui doit s'inscrire dans la durée. Elle doit être *continue, permanente* en opposition avec une participation / consultation ponctuelle jugée *insuffisante et trop tardive*...
- Une démocratie de proximité, décentralisée, *locale* voire *localiste*, qui doit faire la part belle *au dialogue, à la concertation, à la co-construction, à l'intelligence collective, à l'expertise d'usage*...
- Une démocratie qui doit être... *réelle, vraie, sincère, transparente*... pour créer de la confiance entre élus et citoyens
- Une démocratie qui doit *rendre le pouvoir aux habitants* et qui doit se démarquer d'une forme de démocratie participative considérée comme insuffisamment démocratique.
- Une démocratie qui doit être *active et responsabilisante* : dans laquelle l'habitant ne serait plus *spectateur* des agissements des hommes/femmes politiques, mais pourrait influencer sur les politiques publiques au même titre que les élus

Une démocratie qui doit être « PLUS » ...



Si les candidats évoquent leur volonté de développer la démocratie participative, il est assez rare qu'ils précisent les sujets qu'ils souhaiteraient soumettre à débat. Quand ils le font c'est généralement pour évoquer des grands projets d'aménagement. Ils privilégient le plus souvent dans leur programme les outils ou les dispositifs notamment les instances permanentes, les référendums locaux, les budgets participatifs...

### De quelle façon les candidats proposent-ils de renforcer la participation citoyenne ?

Parmi les propositions des candidats, **l'engagement le plus présent (pour 53% d'entre eux) est celui de s'appuyer davantage sur les instances participatives permanentes** – conseils de quartier, conseils citoyens, de jeunes, de seniors, comités divers, intégration des habitants aux commissions municipales... **Ils s'engagent à valoriser les instances existantes ou à en créer de nouvelles** en leur attribuant des moyens supplémentaires (budget, personnel) et en leur donnant une place plus importante dans la décision... Certains candidats souhaitent créer des assemblées populaires (tirées au sort) dotées parfois d'un pouvoir décisionnel.

*Cette orientation est sensiblement moins présente dans les programmes des candidats RN (moins d'1 sur 5) et se retrouve de façon plus importante dans ceux de l'UDI ou des listes citoyennes (les 3/4). On note également une différence importante entre les candidats sortants qui sont 3 sur 4 à évoquer cette orientation, alors que les nouveaux candidats ne sont qu'une moitié à le faire. Enfin, la taille des communes semble avoir une influence puisque les 3/4 des candidats des communes de 25 à 50 000 habitants évoquent ces instances permanentes contre environ la moitié dans les communes de plus de 50 000 habitants.*

Référendums locaux, d'initiative municipale, partagée ou citoyenne, votations... **pour plus d'un tiers des candidats s'exprimant sur le sujet (35%), la démocratie doit être plus directe.** Elle est présentée comme la forme la plus *aboutie* de la démocratie, comme la *vraie* démocratie, le plus souvent comme un principe politique et plus rarement associée à un projet précis (aménagement, grands projets). Le RIC est mentionné dans de nombreuses propositions comme le mode de décision privilégié pour les politiques publiques en général ou pour certains projets. Certains candidats poussent la démarche plus loin en proposant la mise en place de référendums révocatoires.

*Si cette orientation est évoquée par tout le prisme politique, elle est largement plus présente chez les candidats RN ou LFI (env. les 2/3) ou encore les écologistes ou les listes citoyennes (env. 40%). Elle est moins mentionnée par les candidats LR (16%), de centre droit (21%) et LREM/MODEM (25%). Les candidats PS/PRG/PCF sont environ 30% à en faire part. En cohérence avec cette répartition politique, la démocratie directe est deux fois moins présente dans les programmes des candidats sortants comparativement aux non-sortants. Même si on retrouve cette aspiration pour toutes les communes, elle est toutefois moins présente dans les communes de moins de 50 000 habitants (25%).*

**Le 3ème sujet le plus présent dans les programmes est le budget participatif (26%)** avec souvent la promesse d'augmentation de la part du budget, de ciblage de tout ou partie de celui-ci selon les thématiques (notamment la transition écologique), les publics ou les quartiers

*Il est significativement plus présent dans les programmes des candidats des communes de moins de 50 000 habitants (41%) et moins présents dans les communes de plus de 100 000 (19% des candidats). Les sortants semblent très attachés à ce dispositif avec 45% d'entre eux qui le mentionnent, alors qu'il n'est présent que dans 22% des programmes des candidats non sortants. La mention est absente des programmes des candidats RN, plus fortement présente au centre droit (64%), et légèrement plus présent chez les candidats de gauche (PS/PRG 32%) et écologistes (32%)*

On trouve également, chez 6% des candidats, la mention de **budget ou de fonds d'initiatives spécifiques dédiés aux instances participatives de quartier** existantes ou à créer (conseils citoyens ou de quartier, associations de riverains...).

**Les candidats s'engagent également, mais de façon moins fréquente, à :**

- Mettre en place **le droit de saisine, de pétition ou d'interpellation** (19%). Ils s'engagent à favoriser la saisine du Conseil Municipal par les instances permanentes de participation ou à faciliter le droit de pétition selon des seuils variables en termes de nombre ou pourcentage d'électeurs. La répartition politique montre un assez fort ancrage à gauche et chez les candidats écologistes de cet engagement et une présence plus rare dans les programmes du RN. Les sortants sont moins enclins à le proposer (11% contre 21% chez les non sortants).
- **Déployer des outils numériques** (16%). Ils sont présentés comme un moyen de renforcer les échanges en présentiel et surtout comme un outil d'information, de communication et de mobilisation. Cette mention est présente quelle que soit la taille des communes, de façon sensiblement plus importante chez les candidats sortants (25%). En termes de répartition politique, le sujet est absent des programmes des candidats RN, moins présent pour les candidats LR (8%), et légèrement plus évoqué chez les candidats PS (23%).

- **Développer le contrôle, par les citoyens, des politiques publiques** (13%) : Evaluation des actions à travers un bilan annuel partagé, observatoire des politiques publiques, des finances, de la démocratie locale, jurys et audits citoyens... Ce point est plus rarement présent dans les programmes des candidats sortants (9%), légèrement plus présent dans les programmes des candidats de gauche et absent des programmes des candidats RN.

**Les candidats proposent enfin des rencontres ponctuelles.** Celles imaginées à l'échelle du quartier ou d'un projet, sont proposées selon des formats classiques et souvent thématiques (ateliers, balades, forums...). Les rencontres annuelles semblent plus innovantes tant dans le vocabulaire que dans la forme ( Assises, conventions, conférences, laboratoires...) et visent à toucher un public plus large à l'échelle de la Ville ou une catégorie entière de la population sur des grands sujets (transition écologique...). Quelques dispositifs singuliers : vis ma vie d'élus (une fois par mois), mise en place d'une réserve citoyenne... sont également évoqués.